

## L'essentiel de la plénière 13-16 janvier 2020 - Session plénière Strasbourg

### **Conférence sur l'avenir de l'Europe: les citoyens auront leur mot à dire**

Le Parlement lancera une procédure de réforme participative de l'UE afin de dessiner l'avenir de l'Europe avec des citoyens de tous âges et de tous horizons.

5

### **Pacte vert européen: les députés débattront du financement avec la Commission**

Mardi, avant le vote sur le pacte vert, les députés débattront de propositions législatives visant à aider les communautés de l'UE dans la transition vers une économie à faibles émissions.

6

### **Sauver la biodiversité: le Parlement pour des objectifs contraignants**

La conférence COP15 sur la biodiversité devrait déboucher sur des objectifs juridiquement contraignants similaires à ceux de l'accord de Paris sur le changement climatique, estime le PE.

7

### **Iran/Irak: débat sur la montée des tensions au Moyen-Orient**

Les députés discuteront mardi après-midi des conséquences des récentes confrontations entre les États-Unis et l'Iran avec le Chef de la diplomatie de l'UE, Josep Borrell.

8

### **État de droit en Hongrie et en Pologne: point sur la procédure de l'article 7**

Les députés évalueront les progrès réalisés par les ministres de l'UE pour déterminer si l'État de droit est menacé en Hongrie et en Pologne. Une résolution sera mise aux voix jeudi.

9

### **Brexit: le Parlement lancera un avertissement concernant les droits des citoyens**

Dans une résolution mise aux voix mercredi, le PE exprimera sa préoccupation quant à la gestion des droits des citoyens par le Royaume-Uni et les gouvernements de l'UE27 après le Brexit.

---

## Présentation des priorités de la présidence croate

Mardi matin, le Premier ministre croate, Andrej Plenković, présentera les priorités de la présidence tournante du Conseil pour les six prochains mois.

12

---

## Le Roi de Jordanie, Abdallah II, s'adressera aux députés

Le Roi de Jordanie, Sa Majesté Abdallah ben al-Husseïn, s'adressera aux députés lors d'une séance solennelle mercredi à midi.

13

---

## Débat sur les incendies en Australie

Les députés débattront lundi des incendies en cours en Australie ainsi que des conditions climatiques extrêmes engendrées par le changement climatique.

14

---

## Andrej Babiš (Tchéquie): point sur l'enquête relative aux conflits d'intérêts

Les députés attendent de la Commission qu'elle les informe des dernières évolutions de l'enquête européenne et des mesures à venir pour protéger les intérêts financiers de l'UE.

15

---

## Réduire l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes

Les députés débattront lundi de la manière de réduire l'écart de rémunération entre femmes et hommes et devraient exhorter la Commission à proposer des mesures juridiquement contraignantes.

16

---

## Des mesures urgentes pour s'attaquer à la problématique des sans-abri en Europe

Les députés feront pression sur la Commission européenne et les États membres pour faire de la lutte contre la problématique des sans-abri une priorité absolue.

17

---

## Une Europe sociale au cœur des priorités de l'UE

Lors d'un débat mardi, les députés appelleront la Commission à mettre en œuvre le socle européen des droits sociaux grâce à des propositions concrètes et un financement adéquat.

18

---

## Introduire un chargeur unique pour tous les téléphones portables

Pour réduire les déchets électroniques et faciliter la vie des consommateurs, les députés demandent des chargeurs universels pour les téléphones et autres appareils portables.

19

---

## Lutte contre la criminalité transfrontalière: impact sur la libre circulation

Les députés débattront de la grande criminalité transfrontalière et de ses conséquences sur la liberté de circulation des citoyens de l'UE.

20

## **Politique étrangère, défense et droits de l'homme: bilan avec Josep Borrell**

Les députés devraient exprimer leur soutien envers le multilatéralisme et souligner la nécessité d'une Europe plus forte et plus unie qui défende des valeurs universelles. 21

---

## **Activités de la Médiatrice européenne en 2018**

Les députés débattront des conclusions des enquêtes de la Médiatrice en 2018 et se prononceront sur le rapport annuel. 22

---

## **Conflit en Libye: les députés feront le point sur la situation**

Le Parlement débattrra mardi des derniers développements en Libye et des efforts visant à prévenir un conflit international. 23

---

## **Crise au Venezuela: les députés réaffirmeront leur soutien à Juan Guaidó**

Les députés devraient condamner l'élection "illégal" de Luis Parra à la tête de l'Assemblée nationale vénézuélienne dans une résolution mise aux voix jeudi. 24

---

## **Résolutions relatives aux droits de l'homme et à la démocratie**

Le Parlement tiendra des débats sur les urgences relatives aux droits de l'homme et à la démocratie jeudi matin, avec des votes intervenant à midi. 25

---

## **Autres sujets à l'ordre du jour**

---

<http://www.europarl.europa.eu/news/fr/agenda/briefing/2020-01-13>

## **Newsletter - 13-16 janvier 2020**

### **En savoir plus**

[Projet d'ordre du jour](#)

[Suivre la séance en direct \(EbS+\)](#)

[Conférences de presse et autres événements](#)

[Centre multimédia du Parlement européen](#)

[EP Newshub](#)

## Contacts

---

Baptiste CHATAIN

Attaché de presse

☎ (+32) 2 28 40992 (BXL)

☎ (+33) 3 881 74151 (STR)

📱 (+32) 498 98 13 37

✉ [baptiste.chatain@europarl.europa.eu](mailto:baptiste.chatain@europarl.europa.eu)

---

Nicolas DELALEU

Attaché de presse

☎ (+32) 2 28 44407 (BXL)

☎ (+33) 3 881 72097 (STR)

📱 (+32) 471 95 35 11

✉ [nicolas.delaleu@europarl.europa.eu](mailto:nicolas.delaleu@europarl.europa.eu)

---

Wendy DE MONTIS

Attachée de presse

☎ (+32) 2 28 31151 (BXL)

☎ (+33) 3 881 74005 (STR)

📱 (+32) 470 87 02 64

✉ [wendy.demontis@europarl.europa.eu](mailto:wendy.demontis@europarl.europa.eu)

---

# Conférence sur l'avenir de l'Europe: les citoyens auront leur mot à dire

## Le Parlement lancera une procédure de réforme participative de l'UE afin de dessiner l'avenir de l'Europe avec des citoyens de tous âges et de tous horizons.

Suite à un débat mercredi matin avec le Président du Conseil, Charles Michel, et la Présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, le Parlement établira sa position concernant la future Conférence sur l'avenir de l'Europe dans une résolution mise aux voix à midi.

Les députés souhaitent que la parole des citoyens soit au cœur des débats sur la manière de relever les nouveaux défis internes et externes qui n'étaient pas prévisibles à l'époque du traité de Lisbonne. La conférence devrait débuter en 2020 et durer deux ans.

Le projet de résolution souligne que le processus doit impliquer toutes les catégories de citoyens, des représentants de la société civile et les parties prenantes aux niveaux européen, national, régional et local. L'objectif étant de déterminer en toute liberté les priorités de l'UE en lien avec les problématiques au cœur des préoccupations des citoyens, via une approche ascendante, ouverte, transparente, inclusive, participative et équilibrée. La Conférence pourrait aboutir à une révision du traité et à la mise en place d'un mécanisme permanent de participation des citoyens.

Le Parlement, le Conseil et la Commission devraient assurer un patronage de haut niveau pour garantir un engagement et un suivi adéquats.

Par ailleurs, la position du Parlement reflète les conclusions d'une récente enquête Parlemètre. Dans cette étude intitulée "[Entendre l'appel au-delà du vote](#)" (septembre 2019), les citoyens européens continuent de soutenir un rôle accru pour le Parlement, tandis que les données de l'[Eurobaromètre standard de la Commission \(novembre 2019, tableau 2\)](#) montrent que 83% des participants veulent que la voix des citoyens soit davantage prise en compte dans les décisions sur l'avenir de l'Europe.

*Débat: mercredi 15 janvier*

*Vote: mercredi 15 janvier*

### En savoir plus

[Service de recherche du PE - Préparation de la Conférence sur l'avenir de l'Europe \(en anglais\)](#)

[Recommandations de la commission des affaires constitutionnelles \(en anglais\)](#)

[Produits multimédias](#)

# Pacte vert européen: les députés débattront du financement avec la Commission

**Mardi, avant le vote sur le pacte vert, les députés débattront de propositions législatives visant à aider les communautés de l'UE dans la transition vers une économie à faibles émissions.**

Mardi à 15 heures, la Commission présentera les propositions législatives tant attendues sur le "mécanisme et le Fonds pour une transition juste". Cette présentation sera suivie d'un débat.

Après le débat de décembre en plénière sur la [présentation de l'ensemble du pacte vert](#) par la Présidente de la Commission, Mme von der Leyen, les députés voteront mercredi une résolution exposant l'avis du Parlement.

Le texte devrait soutenir l'objectif visant à atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 et réitérer l'appel du Parlement à une révision des objectifs de réduction des émissions de l'UE à l'horizon 2030, en amont de la conférence de la CCNUCC de décembre 2020 à Glasgow.

Le Parlement a déjà souligné que [l'UE devait réduire ses émissions de 55% d'ici 2030 pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2050](#) et qu'[un budget européen ambitieux à long terme pour 2021-2027](#) devait être conclu de façon urgente afin de pouvoir lancer les politiques liées.

*Débats: mercredi 11 décembre et mardi 14 janvier*

*Vote: mercredi 15 janvier*

*Procédure: résolution non législative*

## En savoir plus

[Communiqué suite au débat en plénière - Pacte vert européen: premières réactions des eurodéputés](#)

[Communiqué - Le Parlement déclare l'urgence climatique \(11.12.2019\)](#)

[Communiqué - Le changement climatique devrait être la première priorité du Parlement, selon les citoyens \(29.11.2019\)](#)

[Un pacte vert pour l'Europe \(communication de la Commission européenne\)](#)

[Service de recherche du PE - Pacte vert pour l'Europe \(06.12.2019\)](#)

# Sauver la biodiversité: le Parlement pour des objectifs contraignants

**La conférence COP15 sur la biodiversité devrait déboucher sur des objectifs juridiquement contraignants similaires à ceux de l'accord de Paris sur le changement climatique, estime le PE.**

La conférence 2020 de l'ONU sur la biodiversité (COP15) devrait contribuer à mettre un terme à la tendance actuelle de perte de biodiversité, affirme le projet de résolution qui sera mis aux voix en plénière jeudi.

Par ailleurs, le texte appelle l'UE à montrer la voie, en garantissant que 30% de son territoire soit composé de zones naturelles d'ici 2030 et en prenant en compte des objectifs de biodiversité dans toutes les politiques européennes. Les députés souhaitent aussi qu'au moins 10% du budget à long terme de l'UE soutienne des efforts visant à améliorer la biodiversité.

## Contexte

Le Parlement a toujours accordé une très grande importance à la biodiversité et a exprimé à plusieurs reprises son inquiétude face à la perte continue et sans précédent en la matière.

La [Convention des Nations unies sur la biodiversité](#) est entrée en vigueur le 29 décembre 1993. Une délégation du Parlement européen participera à sa 15e réunion à Kunming, en Chine, qui se tiendra du 19 octobre au 1er novembre 2020.

L'objectif de la COP15 sera d'adopter un cadre international pour la biodiversité après 2020, qui fixera la trajectoire mondiale en termes de biodiversité pour les dix prochaines années et plus.

Vous pouvez regarder le débat en direct sur [EP Live](#) et [EbS+](#).

*Débat: mercredi 15 janvier*

*Vote: jeudi 16 janvier*

*Procédure: résolution non législative*

## En savoir plus

[Communiqué de presse à l'issue du vote en commission parlementaire \(03.12.2019\)](#)

[Service de recherche du PE - Préparer le cadre de la biodiversité pour l'après-2020 \(en anglais\)](#)

[Produits multimédias](#)

# Iran/Irak: débat sur la montée des tensions au Moyen-Orient

**Les députés discuteront mardi après-midi des conséquences des récentes confrontations entre les États-Unis et l'Iran avec le Chef de la diplomatie de l'UE, Josep Borrell.**

Les dernières tensions dans les relations entre les États-Unis et l'Iran ont été déclenchées lorsque les États-Unis ont assassiné le haut commandant militaire iranien Qassem Soleimani lors d'une attaque au drone à Bagdad vendredi 3 janvier.

Suite à cet assassinat, l'Iran a menacé les États-Unis de graves représailles et, peu après, le parlement irakien a adopté une résolution appelant le gouvernement à mettre un terme à la présence de troupes étrangères dans le pays.

Les députés débattront des derniers développements avec le Chef de la diplomatie de l'UE, Josep Borrell.

*Débat: mardi 14 janvier*

*Procédure: déclaration de la Commission, sans résolution*

## **En savoir plus**

[Produits multimédias](#)



# État de droit en Hongrie et en Pologne: point sur la procédure de l'article 7

**Les députés évalueront les progrès réalisés par les ministres de l'UE pour déterminer si l'État de droit est menacé en Hongrie et en Pologne. Une résolution sera mise aux voix jeudi.**

En septembre 2018, [le Parlement a demandé au Conseil d'agir](#) pour empêcher une violation des valeurs fondatrices de l'UE par les autorités hongroises. Parmi les craintes soulevées par les députés figuraient l'indépendance de la justice, la liberté d'expression, la corruption, les droits des minorités ainsi que la situation des migrants et des réfugiés.

Dans le cas de la Pologne, [la Commission européenne a appelé à une action de l'UE en décembre 2017](#) compte tenu des menaces pesant sur l'indépendance de la justice. Dans une [résolution adoptée en mars 2018](#), le Parlement a exprimé son accord avec la Commission sur les menaces pesant sur l'État de droit en Pologne.

Selon [l'article 7 du traité](#), après ces demandes, le Conseil peut constater qu'il existe un risque clair de violation grave des valeurs de l'UE dans les pays concernés. Avant cela, les ministres doivent entendre les positions des autorités nationales.

Les ministres européens ont tenu deux auditions avec le gouvernement hongrois en septembre et décembre 2019. Les députés ont [regretté à plusieurs reprises de ne pas avoir été inclus formellement](#) dans ces discussions. Les autorités polonaises se sont défendues devant le Conseil à trois reprises, entre juin et décembre 2018.

Le Conseil pourra ultérieurement constater, à l'unanimité et avec l'approbation du Parlement, l'existence d'une violation grave et persistante de l'État de droit, de la démocratie et des droits fondamentaux. Une telle constatation pourrait mener à des sanctions comme la suspension des droits de vote au Conseil.

*Débat: mercredi 15 janvier*

*Vote: jeudi 16 janvier*

*Procédure: déclarations du Conseil et de la Commission avec résolution*

## En savoir plus

[Service de recherche du PE - Protéger l'État de droit dans l'UE: mécanismes existants et améliorations possibles \(en anglais, 06.11.2019\)](#)

[État de droit en Pologne et en Hongrie: les députés demandent une protection accrue des valeurs de l'UE \(en anglais, 17.12.2019\)](#)

[Respect de l'État de droit dans les États membres: que peut faire l'UE? \(infographie\)](#)

[Produits multimédias](#)

# Brexit: le Parlement lancera un avertissement concernant les droits des citoyens

**Dans une résolution mise aux voix mercredi, le PE exprimera sa préoccupation quant à la gestion des droits des citoyens par le Royaume-Uni et les gouvernements de l'UE27 après le Brexit.**

Le Parlement débattrà et votera une résolution traitant de nombreuses problématiques auxquelles pourraient faire face les citoyens (à la fois les citoyens de l'UE résidant au Royaume-Uni et les citoyens britanniques résidant dans le reste de l'UE) après le retrait du Royaume-Uni de l'UE.

Le projet de résolution souligne que l'accord de retrait contient des dispositions justes et équilibrées pour protéger les droits des citoyens durant et après la période de transition. Une mise en œuvre complète des dispositions de l'accord est essentielle, précisent les députés, afin de protéger les personnes concernées, leur famille et leurs droits en matière de sécurité sociale sur le long terme.

Il est notamment fait mention des questions soulevées par le statut de résident permanent introduit par le gouvernement britannique, ainsi que de la nécessité d'une approche cohérente et généreuse de la part des gouvernements de l'UE27 à l'encontre des citoyens britanniques résidant dans l'UE.

## Contexte

Pour entrer en vigueur, l'accord de retrait entre l'UE et le Royaume-Uni doit être adopté par le Parlement européen à la majorité simple des votes exprimés ([article 50.2 du traité sur l'UE](#)). Le Parlement votera l'accord de retrait une fois le processus de ratification au Royaume-Uni achevé.

*Débat: mardi 14 janvier*

*Vote: mercredi 15 janvier*

*Procédure: résolution non législative*

## En savoir plus

[Résolutions du PE et composition du groupe de pilotage du PE sur le Brexit](#)

[Actualités - Brexit](#)

[Produits multimédias - Brexit](#)

# Présentation des priorités de la présidence croate

**Mardi matin, le Premier ministre croate, Andrej Plenković, présentera les priorités de la présidence tournante du Conseil pour les six prochains mois.**

Le [programme de la présidence croate](#) se concentre sur quatre priorités: une Europe qui se développe, une Europe connectée, une Europe qui protège et une Europe influente.

Le Brexit et le budget à long terme de l'UE (cadre financier pluriannuel 2021-2027) feront partie des sujets que devra traiter la présidence croate.

La Croatie a rejoint l'UE en 2013 et occupe pour la première fois la présidence tournante du Conseil. Le pays a pris la suite de la Finlande le 1er janvier et passera le relais à l'Allemagne le 1er juillet.

*Débat: mardi 14 janvier*

*Procédure: déclarations du Conseil et de la Commission, présentation et débat avec le Premier ministre croate*

*Conférence de presse: mardi 14 janvier, de 12h à 13h, en présence du Président Sassoli et du Premier ministre Plenković*

## En savoir plus

[Site internet de la présidence croate](#)

[Priorités de la présidence croate](#)

[Ce que les députés attendent de la présidence croate](#)

[Fiche de procédure](#)

[Conseil de l'UE - Présidence du Conseil de l'UE](#)

[Service de recherche du PE - Les dossiers prioritaires de la présidence croate du Conseil \(en anglais\)](#)

# Le Roi de Jordanie, Abdallah II, s'adressera aux députés

**Le Roi de Jordanie, Sa Majesté Abdallah ben al-Hussein, s'adressera aux députés lors d'une séance solennelle mercredi à midi.**

Il s'agira de la cinquième visite du Roi de Jordanie au Parlement européen, après celles de 2002, 2007, 2012 et 2015. La Jordanie est un partenaire majeur de l'UE aux niveaux mondial, régional et bilatéral, notamment de par son rôle clé dans la promotion de la stabilité et de la tolérance interconfessionnelle au Moyen-Orient.

*Séance solennelle: mercredi 15 janvier*

*Procédure: séance solennelle*

## En savoir plus

[Site officiel du Roi Abdallah II de Jordanie \(en anglais\)](#)

[Service européen pour l'action extérieure - La Jordanie et l'UE \(en anglais\)](#)

[Revoir le discours du Roi Abdallah II au Parlement européen en 2015](#)

[Communiqué de presse - Opération militaire en Syrie: les députés appellent à des sanctions contre la Turquie \(24.10.2019\)](#)

# Débat sur les incendies en Australie

## Les députés débattent lundi des incendies en cours en Australie ainsi que des conditions climatiques extrêmes engendrées par le changement climatique.

Les incendies dévastateurs en Australie ont coûté la vie à [24 personnes](#). Les millions d'hectares de terres qui ont brûlé représentent une superficie supérieure à celle de la Belgique et du Danemark réunis, selon les médias.

Rien que dans l'État de Nouvelle Galles du Sud, un [tiers de la population des koalas](#) aurait disparu et on estime à [plus d'un milliard](#) le nombre d'animaux ayant péri au cours de ces incendies.

*Débat: lundi 13 janvier*

*Procédure: déclaration de la Commission*

### En savoir plus

[Communiqué - Le Parlement européen déclare l'urgence climatique \(29.11.2019\)](#)

[Vidéo - Comment l'UE lutte contre le changement climatique](#)

[Produits multimédias](#)

# Andrej Babiš (Tchéquie): point sur l'enquête relative aux conflits d'intérêts

**Les députés attendent de la Commission qu'elle les informe des dernières évolutions de l'enquête européenne et des mesures à venir pour protéger les intérêts financiers de l'UE.**

Mercredi après-midi, les députés débattront avec le Conseil et la Commission de l'enquête en cours concernant les conflits d'intérêts visant le Premier ministre tchèque Andrej Babiš. Ce dernier aurait usé de son influence durant de nombreuses années pour augmenter sa fortune personnelle grâce aux programmes de l'UE.

Le Parlement européen votera une résolution concluant le débat lors d'une session ultérieure.

## Contexte

Le Parlement appelle depuis 2017 à une résolution du problème en Tchéquie. [En décembre 2018, les députés ont exprimé leur inquiétude](#) quant aux liens du Premier ministre tchèque avec le groupe Agrofert, qui a reçu d'importantes sommes d'argent via les subventions agricoles de l'UE.

Les députés regrettent également que la Commission soit restée "passive pendant si longtemps" malgré "les fortes présomptions" depuis 2014 selon lesquelles M. Babiš se trouve en conflit d'intérêts dans son rôle de ministre des finances puis de Premier ministre.

*Débat: mercredi 15 janvier*

*Procédure: déclarations du Conseil et de la Commission*

## En savoir plus

[Communiqué - Les députés demandent d'arrêter les flux d'argent de l'UE à destination des proches des oligarques \(en anglais, 17.02.2019\)](#)

[Résolution du Parlement européen du 13 décembre 2018 sur les conflits d'intérêts et la protection du budget de l'Union européenne en Tchéquie](#)

[Produits multimédias](#)

# Réduire l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes

**Les députés débattront lundi de la manière de réduire l'écart de rémunération entre femmes et hommes et devraient exhorter la Commission à proposer des mesures juridiquement contraignantes.**

Dans ses orientations politiques pour la période 2019-2024, la Présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, s'est engagée à réduire l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes dans le cadre de la prochaine stratégie de l'UE pour l'égalité des genres. Par ailleurs, la nouvelle commissaire en charge de l'égalité, Helena Dalli, a annoncé que des mesures juridiquement contraignantes en matière de transparence salariale seraient introduites dans les 100 premiers jours du mandat de la Commission.

Bien que le principe "à travail égal, salaire égal" soit inscrit dans le [traité de l'UE](#), l'écart de rémunération entre femmes et hommes dans l'UE se monte à 16%, avec de [grandes disparités selon les États membres](#). La situation est même pire quand les femmes atteignent l'âge de la retraite: le montant de leur pension est 40% inférieur à celui des hommes.

Une résolution résumant le débat sera mise aux voix lors de la session de janvier II (29-30 janvier).

*Débat: lundi 13 janvier*

*Vote: session de janvier II*

*Procédure: déclaration de la Commission, sans résolution*

## En savoir plus

[Commission européenne - L'écart de rémunération entre les femmes et les hommes dans l'UE \(en anglais\)](#)

[Produits multimédias](#)



# Des mesures urgentes pour s'attaquer à la problématique des sans-abri en Europe

## Les députés feront pression sur la Commission européenne et les États membres pour faire de la lutte contre la problématique des sans-abri une priorité absolue.

Lors d'un débat lundi, les députés devraient appeler la Commission et les États membres à prendre des mesures urgentes pour lutter contre la problématique des sans-abri, en particulier pour éviter les décès pendant l'hiver, et à examiner comment élargir les options de logement abordable pour les personnes qui risquent de se retrouver sans logement.

Le Parlement a [appelé](#) à plusieurs reprises la Commission à [s'attaquer](#) au taux croissant de l'exclusion au logement, conformément au principe 19 du [socle européen des droits sociaux](#) qui stipule qu'"un accès au logement social ou à une aide à un logement de qualité doit être fourni aux personnes dans le besoin".

Selon les estimations, l'UE comptait en 2019 quelque [700 000 sans-abri](#). Ces chiffres sont en augmentation dans toute l'Europe, sauf en [Finlande](#), qui a vu une baisse de 45%. En [Lettonie](#), le nombre de sans-abri a augmenté de 389% entre 2009 et 2017. En [Irlande](#), l'augmentation entre 2014 et 2018 était de 203%. La privation de logement est au cœur de la pauvreté et de l'exclusion sociale, et étroitement liée au chômage.

Le Parlement se prononcera ultérieurement sur une résolution.

*Débat: lundi 13 janvier*

### En savoir plus

[Lutte contre le sans-abrisme et l'exclusion en Europe: étude des politiques nationales \(Commission européenne, en anglais, 2019\)](#)

[Rapport sur le Semestre européen pour la coordination des politiques économiques: emploi et aspects sociaux dans le cadre de l'examen annuel de la croissance 2019](#)

[Rapport intitulé "Remplir l'objectif de lutte contre la pauvreté dans le contexte de l'augmentation des coûts des ménages"](#)

[Produits multimédias](#)

# Une Europe sociale au cœur des priorités de l'UE

**Lors d'un débat mardi, les députés appelleront la Commission à mettre en œuvre le socle européen des droits sociaux grâce à des propositions concrètes et un financement adéquat.**

Suite à la présentation par la Commission d'une feuille de route vers l'Europe sociale, les députés débattront de la façon de traduire les principes du [socle européen des droits sociaux](#) en mesures concrètes, comme l'a promis le commissaire européen en charge de l'emploi et des droits sociaux, [Nicolas Schmit](#), lors de son [audition](#) au Parlement en octobre 2019.

Les députés ont [demandé](#) des propositions législatives afin de fixer un salaire minimum européen ainsi qu'un fonds en vue d'octroyer des prêts aux régimes nationaux d'assurance chômage en période de crise économique majeure. De plus, ils ont [exhorté](#) la Commission à mettre en place une [garantie européenne pour l'enfance](#) au sein du Fonds social européen+, le principal outil de l'UE pour soutenir la mise en œuvre des principes du socle.

Le [socle européen des droits sociaux](#), lancé le 17 novembre 2017, énonce [20 principes et droits clés](#) en vue de soutenir des marchés de l'emploi justes et qui fonctionnent bien.

*Débat: mardi 14 janvier*

*Procédure: déclaration de la Commission*

## En savoir plus

[Service de recherche du PE - Engagements pris par le commissaire à l'emploi et aux droits sociaux, Nicolas Schmit \(septembre-novembre 2019, en anglais\)](#)

[Produits multimédias](#)

# Introduire un chargeur unique pour tous les téléphones portables

**Pour réduire les déchets électroniques et faciliter la vie des consommateurs, les députés demandent des chargeurs universels pour les téléphones et autres appareils portables.**

Dans la [directive de 2014 sur les équipements radioélectriques](#), les législateurs européens ont clairement exprimé qu'un chargeur unique devait être mis au point et ont donné à la Commission européenne le pouvoir de poursuivre cet objectif via un [acte délégué](#).

L'approche de la Commission visant à "encourager" l'industrie à mettre au point des chargeurs universels n'a pas répondu aux objectifs des co-législateurs. Les accords volontaires entre les différents acteurs du secteur n'ont pas donné les résultats escomptés.

Le chargeur universel devrait pouvoir être utilisé sur tous les téléphones, tablettes, liseuses et autres appareils portables, soulignent les députés.

Le débat de lundi sera résumé dans une résolution mise aux voix lors de la prochaine session plénière.

Selon les estimations, les anciens chargeurs génèrent plus de 51 000 tonnes de déchets électroniques par an.

*Débat: lundi 13 janvier*

*Vote: prochaine session plénière*

*Procédure: déclaration de la Commission suivie d'un débat (avec résolution)*

## En savoir plus

[Les députés demandent des chargeurs universels pour tous les téléphones mobiles \(communiqué de presse, 13.03.2014\)](#)

[Des chargeurs universels pour les téléphones portables: analyse d'impact initiale \(2018, en anglais\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Produits multimédias](#)

# Lutte contre la criminalité transfrontalière: impact sur la libre circulation

## Les députés débattent de la grande criminalité transfrontalière et de ses conséquences sur la liberté de circulation des citoyens de l'UE.

Au cours du débat lundi, les députés devraient notamment évoquer la réintroduction par le Danemark, en novembre dernier, des contrôles à la frontière avec la Suède pour lutter contre le crime organisé transfrontalier et le terrorisme. La réintroduction des contrôles fait suite aux attaques violentes survenues à Copenhague, que les autorités danoises soupçonnent d'avoir été menées par des criminels venus de Suède.

Le Danemark a également prolongé ses contrôles à la frontière avec l'Allemagne. Par ailleurs, l'Autriche, l'Allemagne, la Suède, la Norvège et la France procèdent actuellement à des contrôles aux frontières intérieures.

Les États membres peuvent réintroduire des contrôles temporaires aux frontières intérieures au sein de l'espace Schengen en cas de menace sérieuse à l'ordre public ou pour des raisons de sécurité intérieure. Les limites temporelles et les conditions applicables à de tels contrôles sont [en cours de révision](#).

*Débat: lundi 13 janvier*

*Procédure: déclarations du Conseil et de la Commission*

### En savoir plus

[Commission européenne - liste des pays ayant réintroduit des contrôles aux frontières \(en anglais\)](#)

[Produits multimédias](#)

# Politique étrangère, défense et droits de l'homme: bilan avec Josep Borrell

**Les députés devraient exprimer leur soutien envers le multilatéralisme et souligner la nécessité d'une Europe plus forte et plus unie qui défende des valeurs universelles.**

Lors d'un débat mardi après-midi, les députés en charge des dossiers présenteront les rapports annuels sur la mise en œuvre de la politique étrangère et de sécurité commune de l'UE (PESC), la politique de sécurité et de défense commune (PSDC), et la situation des droits de l'homme et de la démocratie dans le monde. Les députés débattront des futures politiques dans ces domaines en présence du Chef de la politique étrangère de l'UE, Josep Borrell.

Des votes sur chacune des résolutions sont prévus mercredi.

*Débat: mardi 14 janvier*

*Vote: mercredi 15 janvier*

*Procédure: résolutions non législatives*

## En savoir plus

[Communiqué de presse à l'issue du vote en commission parlementaire - PESC \(en anglais, 04.12.2019\)](#)

[Communiqué de presse à l'issue du vote en commission parlementaire - Droits de l'homme \(en anglais, 04.12.2019\)](#)

[Profil du rapporteur David McAllister \(PPE, DE\)](#)

[Profil du rapporteur Arnaud Danjean \(PPE, FR\)](#)

[Profil de la rapporteure Isabel Wiseler-Lima \(PPE, LU\)](#)

[Fiche de procédure - Mise en œuvre de la politique étrangère et de sécurité commune - rapport annuel](#)

[Fiche de procédure - Mise en œuvre de la politique de sécurité et de défense commune - rapport annuel 2018](#)

[Fiche de procédure - Droits de l'homme et démocratie dans le monde et politique de l'Union européenne en la matière - rapport annuel 2018](#)

# Activités de la Médiatrice européenne en 2018

## Les députés débattront des conclusions des enquêtes de la Médiatrice en 2018 et se prononceront sur le rapport annuel.

Selon le [rapport](#), le bureau de la Médiatrice a ouvert au total 490 enquêtes et en a clôturé 545. 17 996 citoyens ont fait appel à ses services. 2 180 demandes ont été traitées en tant que plaintes, parmi lesquelles 880 étaient du ressort de l'organisme de surveillance de l'UE.

### Contexte

Le bureau du Médiateur européen est un organe indépendant et impartial créé en 1995, chargé de demander des comptes aux institutions et agences de l'UE (à l'exception de la Cour de Justice) et de promouvoir les principes de bonne administration.

L'Irlandaise [Emily O'Reilly](#) occupe actuellement le poste. Elle a pris ses fonctions en juillet 2013 et a été [réélue](#) le 18 décembre 2019 par le Parlement européen pour un mandat de cinq ans.

*Débat: mercredi 15 janvier*

*Vote: jeudi 16 janvier*

*Procédure: résolution non législative*

### En savoir plus

[Projet de rapport sur les activités du Médiateur européen – rapport annuel 2018](#)  
[Communiqué de presse à l'issue du vote en commission parlementaire \(en anglais, 12.11.2019\)](#)

[Profil du rapporteur Peter Jahr \(PPE, DE\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Site web du Médiateur européen](#)

[Produits multimédias](#)

# Conflit en Libye: les députés feront le point sur la situation

## Le Parlement débatera mardi des derniers développements en Libye et des efforts visant à prévenir un conflit international.

Les bombardements visant l'école militaire de Tripoli le 4 janvier dernier et la décision consécutive du parlement turc d'autoriser des déploiements militaires en Libye ont conduit à une escalade de la violence dans le pays.

Comme le Chef de la diplomatie de l'UE, Josep Borrell, l'a souligné, l'UE demeure convaincue qu'il n'existe pas de solution militaire à la crise libyenne et appelle toutes les parties à s'engager dans un processus politique sous la direction des Nations unies.

Le 8 janvier, le Président du PE, David Sassoli, a rencontré Favez el-Sarraj, Président du Conseil présidentiel de Libye et Premier ministre du gouvernement d'entente nationale, dans le cadre d'une visite de ce dernier à Bruxelles pour discuter avec plusieurs dirigeants de l'UE de la situation en cours en Libye.

Les députés débattront de la situation dans la région et de la voie à suivre avec Josep Borrell mardi après-midi.

*Débat: mardi 14 janvier*

*Procédure: déclaration du VP/HR*

### En savoir plus

[Communiqué de presse de David Sassoli sur la Libye - Arrêt de la guerre. Solution entre les mains des Libyens. Aucune interférence externe \(08.01.2020\)](#)  
[Produits multimédias](#)

# Crise au Venezuela: les députés réaffirmeront leur soutien à Juan Guaidó

**Les députés devraient condamner l'élection "illégal" de Luis Parra à la tête de l'Assemblée nationale vénézuélienne dans une résolution mise aux voix jeudi.**

Luis Parra et le leader de l'opposition, Juan Guaidó, se sont tous les deux déclarés nouveaux présidents de l'Assemblée nationale vénézuélienne dimanche 5 janvier, ce qui a déclenché une nouvelle vague de tensions dans le pays. Il y a un an, M. Guaidó, en sa qualité de Président du parlement à l'époque, s'était également déclaré Président par intérim du Venezuela après avoir contesté la réélection en 2018 du Président autoritaire sortant, Nicolas Maduro; une déclaration soutenue par près de 60 pays ainsi que par le [Parlement européen](#).

Les députés débattront de la situation au Venezuela avec le Chef de la diplomatie de l'UE, Josep Borrell, mardi après-midi et voteront une résolution jeudi.

*Débat: mardi 14 janvier*

*Vote: jeudi 16 janvier*

*Procédure: déclaration de la Commission, suivie d'une résolution*

## En savoir plus

[Produits multimédias](#)



# Résolutions relatives aux droits de l'homme et à la démocratie

**Le Parlement tiendra des débats sur les urgences relatives aux droits de l'homme et à la démocratie jeudi matin, avec des votes intervenant à midi.**

- Burundi, notamment le cas de journalistes emprisonnés; et
- Nigéria, notamment les récentes attaques terroristes.

*Débat: jeudi 16 janvier*

*Vote: jeudi 16 janvier*

*Procédure: résolutions non législatives*

## **En savoir plus**

[Produits multimédias](#)

## Autres sujets à l'ordre du jour

Figurent également à l'ordre du jour les sujets suivants:

- Composition numérique des commissions parlementaires, vote mercredi;
- Réforme de la procédure de comitologie, débat mercredi;
- Régime commun de TVA pour les PME, vote mardi; et
- Impression 3D d'objets illicites, débat jeudi.